



PRÉFET
DU MORBIHAN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Eviter l'artificialisation du trait de côte

Exemple de stratégie de gestion
des ouvrages sur le domaine
public maritime

Vassilis SPYRATOS
*DDTM du Morbihan -
service aménagement de la
mer et du littoral*

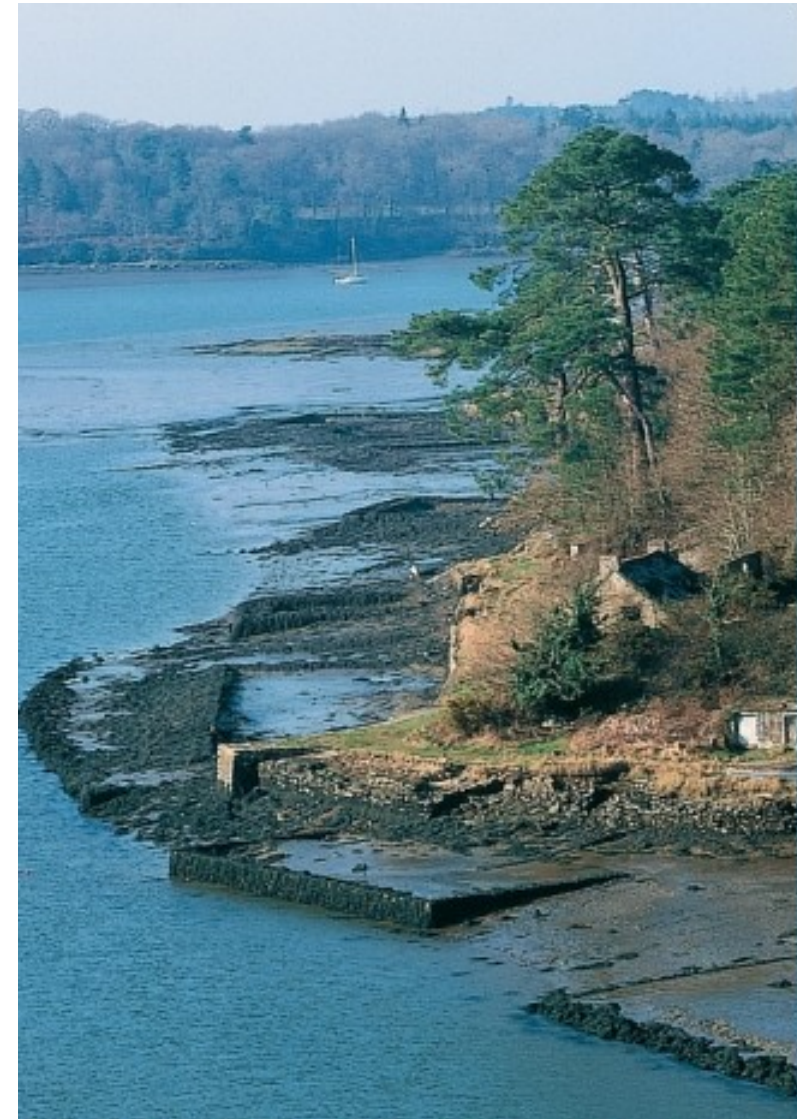


Plan de la présentation

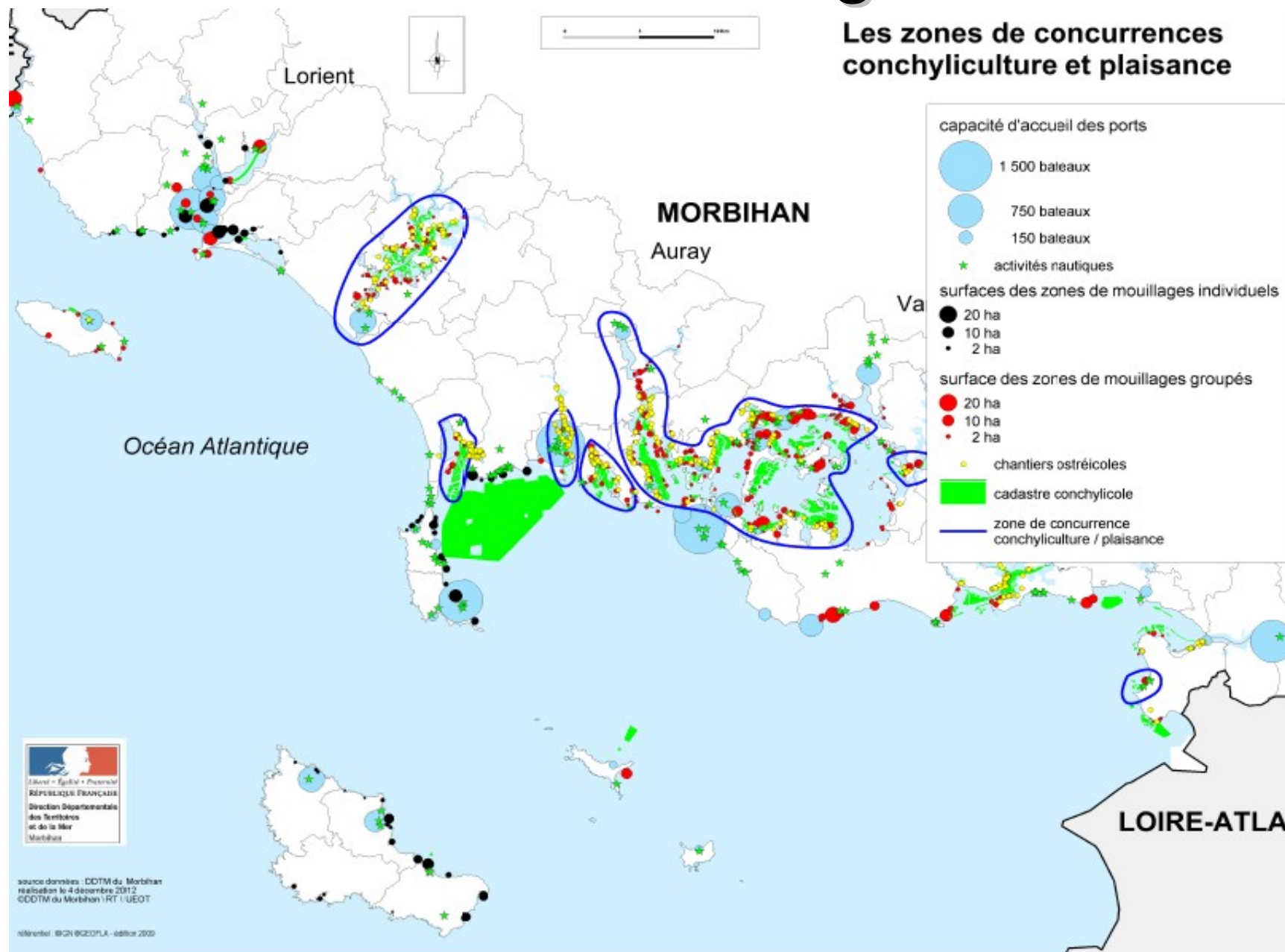
- Etat des lieux
 - Le trait de côte du Morbihan
 - Les ouvrages présents sur le rivage de la mer
- Stratégie de gestion du DPM
 - Gestion des ouvrages existants
 - Stratégie de contrôles
 - Opérations de renaturation de secteurs dégradés
 - Partenariats Etat - Collectivités
 - Demandes de construction d'un nouvel ouvrage ou de reconstruction d'ouvrage

Le trait de côte dans le Morbihan

- Un territoire très étendu
 - ~1000 km de côtes, 63 communes littorales
- Un territoire varié
 - 350 km de côtes rocheuses
 - 150 km de plages
 - 500 km d'estrans sablo-vaseux
 - 90 îles et îlots
- Un territoire fragile
 - 13 zones Natura 2000 (235km²)
 - des sites remarquables et d'importance internationale
- Un territoire abrité et très aménagé



Un espace maritime abrité très aménagé



Ouvrages de protection du trait de côte répertoriés en 2020 sur le littoral Morbihannais. QGIS Déc.2020

Nombre total d'OPTC: 3102
Bon état: 2396
Etat moyen: 423
Mauvais état: 225
(vide): 46
NR: 11

Légende

OPTC 56 2020

-  bon
-  moyen
-  mauvais
-  ruine
-  non renseigné



> 3000 Ouvrages de protection de trait de côte :

- 295 km de digues, murs, perrés, enrochements, etc..
- dont 225 ouvrages en mauvais état

> 3000 autres ouvrages présents sur le rivage
(escaliers, cales, émissaires, etc.)

Démarche engagée par le service gestionnaire du DPM 56

- Quelle stratégie de gestion efficace et raisonnée des ouvrages existants sur le DPM ?
 - Ouvrage utile et régulier : titre autorisant l'occupation conforme / vocations du DPM et clarifiant les responsabilités maître d'ouv
 - Ouvrages inutiles voire dangereux, sans titre et non régularisables : doivent être retirés
 - Constat de travaux sans autorisation sur DPM : démolition dans le cadre d'une contravention de grande voirie
- Réflexions en GT DPM national
- Analyse et priorisation des ouvrages :
 - L'ouvrage présente-t-il un danger ?
 - dégrade-t-il le rivage de la mer ?
 - est-il utile, pour qui / quoi?

=> production d'un logigramme d'aide à la décision



Quelques exemples



- Pas de danger apparent
ouvrage inutile ou absence
d'enjeu de protection
Se fond progressivement au
milieu naturel
=> Laisser faire



- Pas de danger imminent
- dégrade l'espace public
maritime
- Ouvrage inutile ou non pertinent
=> A retirer

Quelques exemples

Situation: Sur le DPM

Danger pour le public : potentiellement

Enjeu de protection du trait de côte : non

Efficace pour la protection : non

Dégrade l'espace public
(surface de plage sèche, paysage) : oui

Autorisation actuelle ou récente : non

=> A retirer

Situation: Sur le DPM

Danger pour le public : oui

Enjeu de protection du trait de côte : oui

Efficace pour la protection :
si remis en état, partiellement

Dégrade l'espace public : oui

Autorisation actuelle ou récente : oui

=> A sécuriser par le gestionnaire
et ré-évaluation de l'ouvrage : étude de
scénarios d'aménagement cohérents
(stratégie nationale GITC)



Quelques exemples



- Travaux récents sans autorisation
- Dégradation du DPM
=> démolition par PV
contravention de grande voirie



Terres-pleins du Bono



- Anciens terre-pleins ostréicoles, patrimoniaux (berceau de l'ostréiculture)
- Action conjointe DDTM – mairie – PNR pour
 - Nettoyage sécurisation cabanes DPM
 - préservation valorisation patrimoine
 - transfert gestion à la commune : usage d'accès libre pour le public



Opérations de renaturation du trait de côte / réhabilitation d'espaces littoraux dégradés

- Intervention en priorité sur les ouvrages :
 - dangereux,
 - dégradant le littoral et manifestement inutiles ou non pertinents, ou dépôts sauvages de gravats
 - Travaux récents faits sans autorisation
- Bilan depuis 3 ans :
 - plusieurs kilomètres de trait de côte réhabilité (Damgan, Pénestin, Tour du Parc, Belle-Ile, petite mer de Gavres, rivière de Crach)
 - > 100 tonnes de matériaux évacués
 - Plan de contrôles renforcés Etat / mairies



300m de palplanches enlevées



Partenariats avec les collectivités et acteurs du littoral

- Partenariat avec les communes et EPCI littoraux :
 - GEMAPI : transmission du recensement et caractérisation des ouvrages connus, projection du recul potentiel du trait de côte à long terme
 - Accompagnement de stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte
 - stratégies de territoires EPCI
 - étude d'ouvrages particuliers : ré-évaluer choix d'aménagement au regard des nouveaux enjeux (communes, EPCI, Conservatoire du littoral)
- Opérations de réhabilitation concertées et coordonnées
 - Travaux DPM / travaux parcelles publiques exondées
 - Enlèvement d'ouvrages non pertinents et de
 - Prise en gestion d'ouvrages d'intérêt public local
 - Renforcement surveillance et police du maire sur secteurs
 - Opérations de contrôles multi-thématiques (DPM, cultures marines, OFB si pénal de l'environnement)
- Mobilisation de financements variés
 - BOP113, DETR, AFIFT, Plan de relance, appels à projets ciblés...

Demandes de construction d'un nouvel ouvrage ou de reconstruction d'ouvrage

- Principes
- Procédures

Les principes

- Trait de côte naturellement dynamique et mobile
- Le recul du trait de côte va être aggravé par la montée prévue du niveau de la mer et l'aggravation des événements extrêmes liés au changement climatique
 - Un sujet qui va prendre de l'importance à l'avenir...
- Systèmes d'endiguement et de défense contre la mer d'intérêt communautaire : en cours de définition par les EPCI / GEMAPI
- Ni l'État ni les EPCI/GEMAPI ne sont obligés de protéger un terrain contre la mer
- Un propriétaire riverain peut demander l'autorisation de construire à ses frais un ouvrage pour défendre son bien contre la mer (loi 1807), sous réserve d'obtenir les autorisations requises notamment urbanisme, environnement, DPM
- Un ouvrage durcissant le trait de côte (mur, perré, enrochement) induit
 - généralement une érosion accrue aux abords et devant l'ouvrage, à terme : perte de surface de plage sèche, diminution des surfaces peu profonds à faible pente (plages, vasières, herbiers découvrants)
 - et selon les cas, des incidences sur des espèces protégées et le paysage

Les procédures

- L'état naturel du rivage de la mer est protégé
 - loi littoral, espaces remarquables, sites et paysages, DPM, Natura 2000, espèces protégées...
- La construction ou la reconstruction d'un ouvrage requiert des autorisations de plusieurs autorités compétentes
 - Le maire (application de la loi littoral, actes d'urbanisme)
 - Le préfet (DPM, circulation d'engins, autorisation environnementale..)
 - L'autorité environnementale
- Evaluation environnementale au cas par cas pour
 - construction ou reconstruction d'ouvrages modifiant le trait de côte, ayant des effets hydro-sédimentaires
 - Permet de ré-évaluer l'opportunité (avantages/inconvénients) d'ouvrages dégradés, non entretenus ou ruinés après tempête

Organisation

- Ouvrage étant localisé sur ou à proximité immédiate du DPM, le maire et le service instructeur sollicite généralement l'avis du service gestionnaire du DPM
 - Analyse inter-service DDTM
 - Si l'avis est défavorable, importance de la motivation de l'avis
- Analyse au cas par cas tenant compte notamment de
 - l'érosion passée constatée (comparaison photos aériennes 1950 – 2010, études locales éventuelles),
 - la proximité ou non du bâti,
 - du niveau de sensibilité du site et de son statut réglementaire

Merci pour votre attention

Des questions, des réactions ?

Pour toute question ou renseignement :
vassilis.spyratos@morbihan.gouv.fr